L'économie politique et la crise de notre temps

Autor(en): **Röpke, Wilhelm**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **2 (1944)**

Heft 3

PDF erstellt am: **28.03.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-131806

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'économie politique et la crise de notre temps

L'économie politique est-elle toute abstraction et sans contact avec la réalité? Telle est la première question à laquelle nous nous efforcerons de répondre, car nous touchons là probablement au point qui éloigne de cette science bien des esprits convaincus que la crise mondiale des dix dernières années a prouvé la carence de presque toutes les théories d'économie politique. On rendrait un très mauvais service au progrès de la science et de la vérité en niant, qu'à la lumière des faits, les théories de l'économie politique, comme celles de toute autre science empirique, se sont révélées incomplètes, insuffisantes ou même entièrement fausses. Il est certain que la crise mondiale a montré la faiblesse des théories établies jusqu'à présent et qu'elle a conduit les économistes à reviser consciencieusement leurs concepts. Mais un examen approfondi a prouvé, il est vrai, que, dans de très nombreux cas, la contradiction entre la théorie et l'expérience est plus apparente que réelle et que quelques modifications apportées à la théorie suffiraient souvent pour conduire à une parfaite concordance.

Il est incontestable que l'économie politique est une science empirique qui, partant de l'observation du monde extérieur, revient à l'expérience concrète après avoir analysé ses observations. Contrairement à d'autres disciplines, la tâche de l'économie politique est extrêmement ardue, du fait qu'elle n'a pas la possibilité de recourir à la méthode expérimentale [1]. Par ailleurs,

[1] Une autre difficulté de la science économique comparée aux sciences naturelles réside dans le fait qu'ici, il n'y a pas de « constantes », mais seulement des « relations ». C'est un fait toujours méconnu par quelques adeptes de l'économétrie, qui croient qu'on peut manier les résultats de la statistique mathématique, par exemple, les coefficients de l'élasticité de la demande pour le sucre aux Etats-Unis ou les coefficients de corrélation de toutes sortes, comme des constantes physiques. En vérité, il ne s'agit que de constater d'une manière raffinée des relations économiques existant dans un temps et un pays donnés. On peut dire même que cette statistique mathématique n'est autre chose qu'une manière d'écrire l'histoire économique dont les faits passés ne peuvent être extrapolés dans l'avenir. Or, la recherche des constantes est vaine dans la science économique ; il n'y a que des relations entre des quantités toujours changeantes. Mais comme a bien dit un économiste de l'école autrichienne: « Das Denken in relationslogischen Begriffen gehört zweifellos zu den schwierigsten Aufgaben, denen sich der menschliche Geist gegenüber sieht. » (. O. Morgenstern, *Die Grenzen der Wirtschaftspolitik*, Vienne, 1934, p. 69.)

l'objet ne peut être atteint que par un processus extrêmement compliqué et complexe qui dépend de circonstances difficiles à déterminer et qui entraîne l'économiste lui-même dans son courant. Or, toute science ayant pour but de dégager, grâce à l'expérience, l'enchaînement successif et la nature même des phénomènes observés, l'économie politique ne peut dominer sa tâche que si elle met de l'ordre dans le chaos desdits phénomènes, en d'autres termes que si elle « simplifie ».

Cependant cette simplification doit être faite d'une manière appropriée. Il ne faut pas la confondre avec une conception simpliste qui ignorerait complètement la complexité du processus économique, ne verrait aucun des problèmes à résoudre, et ne distinguerait pas « entre ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas ». (Bastiat). Un tel raisonnement reviendrait à transposer les expériences de l'économie privée sur le plan de l'économie générale en représentant la richesse d'une nation comme une somme d'argent, l'importation ou l'exportation comme une sortie ou une rentrée de monnaie et en considérant, en toute innocence, le bénéfice provenant d'un droit de douane protecteur comme un profit incontestable pour l'économie nationale. La simplification ne doit pas consister non plus à tourner les difficultés en recourant simplement à l'image, à la métaphore ou en raisonnant par analogie sur des plans qui sont plus familiers à notre expérience et qui correspondent mieux à nos connaissances, mais qui conduisent à des conceptions entièrement fallacieuses. Dans cet ordre d'idées, il convient de relever la mauvaise habitude, si répandue aujourd'hui, d'exprimer par des images militaires les opérations du commerce extérieur, de comparer par exemple l'importation de marchandises à l'entrée de troupes étrangères dans le pays, de parler de « tributs » à l'étranger, pour de banales transactions de marchandises et de crédit ou de présenter la situation, lors de la conclusion d'un accord commercial, comme si les intérêts des deux économies s'affrontaient telles deux armées ennemies, alors qu'en réalité ils sont concomitants. D'un côté, nous avons les intérêts des producteurs indigènes protégés par les droits de douane, de l'autre, l'ensemble des intérêts des consommateurs et de tous les autres producteurs. Il en est de même des comparaisons sur le plan médical ou biologique ainsi que des analogies dans le domaine purement commercial tendant à établir, par exemple, un parallèle

entre la balance des paiements d'une nation et le bilan commercial d'une entreprise, qui perdent ainsi, par leur inexactitude même, toute vraisemblance.

La simplification à laquelle l'économie politique a recours est donc d'un tout autre ordre. Elle consiste à émettre des hypothèses simplifiées, acceptées d'avance comme « idéalisant » la réalité, mais qui sont indispensables pour faire ressortir l'essence du procédé. On peut ainsi imaginer une économie fermée pour éliminer les complications du commerce extérieur ; on peut admettre qu'il s'agit de peu de marchandises et que peu de producteurs échangent leurs produits ; on peut supposer également que la libre concurrence joue parmi les producteurs, que les forces productives sont librement mobilisables et que chacun possède une connaissance complète des conditions du marché ; on peut enfin poser comme invariables les conditions actuelles du problème économique les « data », telles que la population, les habitudes de consommation, les connaissances techniques, etc., liste qui n'est d'ailleurs nullement limitative. En partant ainsi de l'abstraction pure, on obtient la charpente d'une théorie qui prend forme au fur et à mesure que les différents éléments en sont analysés et résultent de la modification des hypothèses primitives. Cette théorie est un instrument indispensable de la pensée économique et peut, précisément s'il s'agit des lois de la véritable concurrence, atteindre un degré d'exactitude presque aussi élevé que celui des sciences naturelles. A cet égard, la représentation mathématique peut être utile [1].

Il convient cependant de signaler deux dangers :

Tout d'abord, la théorie pure peut être fausse si les hypothèses s'opposent, si elles sont en contradiction avec le processus à analyser ou si les conclusions sont défectueuses. Il ne faut pas oublier non plus que la théorie pure ne peut être appliquée sans autre à la réalité, mais qu'elle repose par définition sur une simplification consciente. Ses lois ne sont pas encore celles de la théorie appliquée qui valent, sans exception et sans condition, pour la réalité. Pour pouvoir appliquer la théorie pure aux faits, il faut examiner consciensement toutes les hypothèses et prendre

[1] D'autre part, il convient de signaler ici les limites et même les dangers de la méthode mathématique en économie politique. Outre ce qui a été dit plus haut (note p. 1) je me permets de me référer à quelques considérations que j'ai développées dans mon dernier livre *Civitas Humana* (Erlenbach, Zurich, 1944, p. 52-54, 57-60, 93).

en considération maintes conditions d'ordre sociologique, politique, psychologique et technologique plus ou moins faciles à déterminer. Dès lors, il apparaît que l'abondance de ces conditions infirmera quelque peu la théorie appliquée dont l'exactitude souffrira inévitablement et, partant, engendrera parmi les économistes des divergences d'interprétation correspondant à l'importance que chacun d'entre eux attribuera aux conditions de la situation de fait. Combien de discussions violentes et stériles pourraient être évitées en science comme en politique économiques, si on tenait toujours compte de ces facteurs particuliers, sans toutefois les considérer comme autant de solutions de continuité de la théorie économique. Ces facteurs expriment simplement les difficultés inévitables que l'on rencontre dans l'application de la théorie pure à un cas historique concret et dans la recherche d'un rapport entre elle et la complexité du monde social [1].

Il y a là cependant un autre danger sérieux. Nous avons vu que les doctrines de la théorie pure doivent être acceptées avec des restrictions plus ou moins grandes si on veut les appliquer à la réalité. Mais on ne saurait pousser trop loin un tel relâchement, une telle modification de dogmes estimés trop rigides, sans risquer de placer l'économie politique dans une situation qui autoriserait alors tous les abus. On ne peut échapper à ce danger qu'en ayant clairement à l'esprit ce qui est *thèse fondamentale* et ce qui est *modification*, la distinction à faire entre ces deux notions portant sur le fait que la première représente une valeur générale plus grande que la seconde. Prenons un exemple : l'augmentation de l'offre d'une marchandise en fait baisser le prix. Voilà une thèse fondamentale d'une portée générale. Mais si cette baisse normale des prix est enrayée par l'Etat qui rachète l'excédent ou par les consommateurs, saisis soudain de pitié, qui achètent aux producteurs nécessiteux, par pur altruisme, la plus grande partie de leurs marchandises à l'ancien prix, nous avons là deux éventualités qui ne sont que de simples modifications accidentelles de la thèse fondamentale. Si donc, dans ces conditions particulières, la théorie selon laquelle l'augmentation de l'offre fait baisser les prix se

[1] Nous abordons ici des problèmes qui ont été étudiés à fond par Walter Euken dans son livre *Die Grundlagen der Nationalökonomie* (Iéna, 1943, 3e édition). Voir aussi : Alexandre Rustow, « Zu den Grundlagen der Wirtschaftwissenschaft », *Revue de la Faculté des sciences économiques de l'Université d'Istanboul*, 1941, nº 2.

révèle inexacte, il serait certainement faux d'en conclure que les doctrines d'économie politique sont erronées et qu'une nouvelle théorie établissant que l'augmentation de l'offre peut ou ne peut pas influencer les prix doit la remplacer. Ne serait-ce pas là faire preuve d'un manque de discernement entre le cas général et le cas particulier et nous priver ainsi de toute possibilité d'orientation? La plupart des objections adressées actuellement à l'économie politique sous l'influence de la crise mondiale reposent sur cette confusion entre la thèse fondamentale et les modifications accidentelles. En outre, aujourd'hui, l'économiste est amené à examiner consciencieusement jusqu'à quel point les événements l'obligent à modifier ses thèses fondamentales ou s'il n'a affaire qu'à de simples modifications temporaires voilant momentanément la valeur de certaines doctrines déterminées.

Ainsi sera réglée la querelle, beaucoup moins vive, il est vrai, de nos jours qu'autrefois, de la justification du procédé théorique dans l'économie politique, de manière à laisser aux abstractions toute leur signification d'une part, et de tenir compte du besoin de serrer de plus près la théorie pure et la réalité, d'autre part. Remarquons à ce propos qu'une certaine divergence entre la théorie et la réalité existera toujours inévitablement. La compréhension complète de la réalité, — idéal de toutes les écoles ennemies de la théorie, telle, par exemple, l'école historique en Allemagne et récemment l'école dite « institutionnaliste » en Amérique, — représente une tâche immense qui, en admettant que la solution en puisse être envisagée, effacerait complètement les différences entre l'essentiel et le secondaire et rendrait impossible toute orientation dans le chaos même des phénomènes. On peut comparer la théorie économique à une carte de géographie qui doit rendre exactement les lignes principales du paysage, mais qui perdrait toute sa clarté et son exactitude si elle devait indiquer chaque mare, chaque défrichement de forêt et chaque dénivellation. Le cartographe s'efforcera de rester fidèle, dans les lignes principales, à la réalité et entreprendra, selon l'échelle de sa carte (comparable ici au degré d'abstraction de l'économie politique) une réadaptation partielle. Personne ne traitera le cartographe de rêveur si, par hasard, on met le pied dans une flaque d'eau qu'il n'a pas indiquée sur la carte. Or, ce sont précisément des reproches de cette nature qui sont adressés à l'économie politique.

Mais l'économie politique n'est-elle pas surannée, parfaitement démodée ? Convient-elle encore à l'époque des meubles en acier, de l'autarcie et de l'économie planifiée ? Quelle est aujourd'hui la signification de tous ces livres poussiéreux et jaunis écrits par des hommes tels qu'Adam Smith, Ricardo et même Marshall, L.Walras et Karl Menger?

Voilà une question qu'on aime à poser aujourd'hui et dont la réponse, il est facile de le voir, découle des explications précédentes. Car ne s'agit-il pas simplement de savoir quelle valeur générale revêtent les doctrines particulières de la théorie économique et dans quelle mesure les expériences modernes obligent à modifier les thèses fondamentales? L'économie politique moderne n'est plus celle d'Adam Smith, de Ricardo ou même de Marshall, Walras, Karl Menger ou Pareto, car la théorie s'est révélée insuffisante à la lumière des considérations et des expériences nouvelles. L'économie politique est une discipline qui, comme toute science, est changeante et il faut longtemps, souvent même toute une génération, avant que ses nouveaux courants soient connus du public et assimilés par lui. Il va sans dire que la crise mondiale actuelle est particulièrement bien faite pour amener l'économiste à examiner dans quelle mesure il doit modifier les thèses fondamentales ou les formuler avec plus de circonspection.

Il convient de relever cependant que si les théories économiques sont dépassées par les événements, ce fait n'a jamais représenté jusqu'à maintenant, et ne représentera pas non plus à l'avenir, une rupture avec le passé. De tout temps, de nouvelles théories se sont échafaudées sur les anciennes, même si elles les ont supplantées complètement. Il en est ainsi, par exemple, de la méthode qui, tout en subissant le polissage du temps, est restée la même depuis Adam Smith jusqu'à nos jours, sans avoir jamais été remplacée. Dans une certaine mesure, on peut en dire autant des résultats de cette méthode. Reconnaissons d'ailleurs que nombreuses sont les doctrines économiques jouissant d'un degré de validité générale très élevé et qui, de ce fait, ne peuvent être infirmées dans leur essence par des différences inhérentes au temps et à l'espace. Les expériences que fit l'empereur Dioclétien avec son décret sur les prix maxima, en 302, se sont répétées régulièrement chaque fois qu'on a eu recours à cette méthode, soit pendant la Révolution française, soit durant la première guerre mondiale, soit

aujourd'hui encore. Dans son ouvrage *L'époque de Constantin le Grand*, Jacob Burckhardt relève fort judicieusement que même « la chute continue des têtes sous la guillotine » ne peut rendre inefficace la loi économique existante. Cet exemple auquel on pourrait en ajouter encore beaucoup d'autres, démontre que l'économie politique a apparemment affaire à des rapports qui ne sont liés ni à une époque, ni à une race, ni à un pays déterminé. En méditant sur ce qui précède, nous reconnaîtrons que l'économie politique s'apparente à la philosophie, en ce sens qu'il n'y a pas de progrès constant dans ces deux sciences, contrairement à l'astronomie ou la physiologie. Les philosophes et les économistes ne peuvent pas sous-estimer le travail des générations précédentes, car le passé de l'économie représente plus qu'une simple valeur documentaire, les idées anciennes n'étant pas toujours surannées ou dépassées. Les problèmes que Platon et Aristote se posaient autrefois nous occupent encore aujourd'hui et leurs remarques sont encore actuelles. Il en est de même des théories anciennes de l'économie politique, et les pages écrites par Adam Smith et Ricardo sur le problème qui se pose à nous peuvent encore être lues aujourd'hui avec le plus grand profit.

Vouloir remplacer l'économie politique existante, parce que soi-disant surannée, par un système tout à fait nouveau, paraît être une exigence d'autant plus étrange que les doctrines les plus récentes prennent comme point de départ des idées qui prévalaient à des époques lointaines, antérieures aux débuts de la science économique. La conception mercantiliste qui reparaît aujourd'hui dans les doctrines des « Ultra-modernes » revêt ainsi un caractère presque archaïque [1].

Cette tendance actuelle de présenter comme le dernier cri de notre science ce qui, en vérité, appartient à un stade presque archaïque ne peut pas être étudiée sans tenir compte de deux

[1] Pour arriver à une compréhension plus profonde des enchaînements économiques, le profane commence habituellement par les voir inconsciemment avec les yeux du mercantiliste. Il est convaincu, lui aussi, que « l'argent doit rester dans le pays », que toute exportation est « bonne » et toute importation « mauvaise ». Il ignore tout des forces régulatrices de l'économie, il a tendance à invoquer l'intervention de l'Etat pour que ce dernier remédie aux insuffisances du système économique, sans mesurer cependant les conséquences de cette intervention.

Pour ce qui est du mercantilisme, on peut donc dire qu'il y a aussi, dans l'économie politique, une sorte de loi biogénétique fondamentale suivant laquelle l'évolution des germes

autres objections habituellement faites à l'économie politique: *n'aboutit-elle pas en somme à glorifier ce qui existe et ne tend-elle pas à reculer devant toute intervention et toute réforme ?* Nous pouvons répondre par un non catégorique. Quelle exagération, en effet, de prétendre que l'économie politique, de par sa nature même, soit opposée à toute intervention et à toute réforme ou que les économistes, partisans de la tendance théorique orthodoxe visée par là, se soient prononcés en faveur du « laisser-faire » et aient défendu le capitalisme sans comprendre les souffrances de l'époque et ses problèmes.

Ce serait méconnaître complètement les économistes classiques — Adam Smith, Ricardo, Malthus pour ne nommer que les principaux — que de les considérer comme des *réactionnaires* insensibles. La vérité est tout autre. Leur action *révolutionnaire* consistait précisément à envisager, pour la première fois, le bien-être général comme but final de l'économie. Identifier la richesse et la prospérité d'une nation à la richesse et la prospérité du peuple, à une époque où les masses en France et en Angleterre vivaient dans une misère inimaginable, était là une innovation sensationnelle, mais qui correspondait bien au caractère humain de la « culture bourgeoise » dont était issue l'école classique de l'économie politique. On pourrait remplir des volumes avec les doléances de ces économistes « libéraux » contre la misère sociale et économique, contre les chevaliers d'industrie, contre les monopoles, l'exploitation et l'injustice fiscale. On pourrait encore, par beaucoup d'autres exemples, prouver que leur idéal n'était nullement celui « de l'Etat, veilleur de nuit » (F. Lassalle). Quant à l'économie politique moderne, seule l'absence de connaissances profondes peut excuser ceux qui pensent qu'elle ne laisse pas place aux interventions de l'Etat et aux réformes.

(suite note page précédente)

(ontogénèse) représente une répétition sommaire de l'évolution des espèces (phylogénèse). L'étude de l'économie politique sert ainsi à réduire à quelques années la période de maturité intellectuelle s'étendant sur plusieurs siècles. Actuellement, cependant, beaucoup de profanes croient pouvoir se passer de cette fonction de l'économie politique. Il en résulte malheureusement que leurs conceptions économiques s'arrêtent au niveau primitif du mercantilisme, conformément à la loi biogénétique fondamentale : ils portent pour ainsi dire des branchies. En fait, l'économie politique, ou du moins la science digne de ce nom, est née seulement de la lutte contre les conceptions mercantilistes, il y a deux siècles.

L'économiste doit donc s'efforcer de rester neutre en abordant les questions d'ordre économique. Certes, cette neutralité n'est pas toujours bienveillante. Nous touchons là à un point méritant toute notre attention et qui loin de diminuer la valeur de l'économie politique, la renforce au contraire. Car, même une économie politique neutre rend difficile la tâche des réformateurs, de tous les partisans, sans distinction, de l'intervention de l'Etat, parce qu'elle révèle un ordre de choses dont il faut tenir compte. Elle a recours, cette économie politique neutre, à la lumière crue de l'expérience et de la logique ; elle met en évidence la responsabilité de ceux qui élaborent des plans et révèle combien limitée est la marge laissée par la dure réalité pour améliorer le monde. C'est parce que l'économie politique rend attentif aux enchaînements des phénomènes et aux lois sociales, qu'elle agit, bon gré mal gré, comme frein ou comme élément modérateur. Elle conduit à un certain scepticisme, à une certaine résignation et finalement nous persuade — ce qui n'est pas nouveau, mais que nous sommes tentés d'oublier à notre époque de progrès — que les souffrances du monde ne peuvent pas être toutes guéries car telle est peut-être la volonté du créateur. De même que toute profession forme l'individu, l'économie politique entraîne à la modération, à l'examen équitable et circonspect de toutes les faces du problème, à une certaine sobriété qui ne connaît ni le lyrisme, ni le fanatisme, ni le pathétisme. Considérer l'économie politique, en raison même de ces qualités, comme une entrave au progrès, et les économistes comme des critiques diaboliques et prétentieux, c'est rendre responsable du monde tel qu'il existe ceux qui tentent de l'expliquer. Il est probable qu'une enquête faite auprès des économistes contemporains montrerait qu'un grand nombre d'entre eux ont commencé leurs études comme socialistes fanatiques et qu'ils ont appris par la suite, à l'école d'expériences parfois douloureuses, à modérer leur instinct par la raison. Il faut d'ailleurs convenir qu'un tel dosage ne peut être que bienfaisant.

Il n'est donc pas étonnant que l'économie soit particulièrement gênante pour les doctrines économiques qui croient avoir trouvé des panacées pour les souffrances du monde. Ces doctrines promettent le paradis sur terre, à la condition que les individus leur prêtent l'oreille au lieu d'écouter les économistes dont l'aveuglement, prétendent-elles, est sans espoir. Les doctrines socialistes de

libération, par exemple, sont à ranger au nombre de ces utopies parce qu'elles attendent le salut d'une simple modification d'un ordre juridique et d'une organisation économique donnés ; il en est de même des doctrines d'affranchissement monétaires qui attendent la guérison de tous les maux de l'économie d'une réglementation nouvelle de la monnaie. Le conflit est d'autant plus aigu qu'il ne s'agit pas seulement, en l'occurence, d'un heurt violent entre le fanatisme des réformateurs d'une part et la froide raison de l'autre, mais encore d'une profonde mésentente entre les profanes et la science institutionnelle. Toutes les sciences ont habituellement une zone limite où se meut le profane, et l'attitude adoptée par la science officielle envers cette zone est pleine de réserves et même apparemment hostile. C'est d'ailleurs là un reproche couramment adressé à la science, bien qu'il ne faille pas chercher, derrière ce conservatisme apparent, un esprit de corps très étroit. Si l'on ne peut nier que, dans certains cas, des résultats intéressants aient été passés sous silence ou même combattus par la science, il convient toutefois de relever que nous avons besoin en tout cas d'une science « institutionalisée » qui défend la pensée scientifique dans toute son intégrité et qui rend la vie difficile aux charlatans. Il va sans dire que les représentants de la science ne doivent pas être nécessairement assimilés aux titulaires de chaires. Le conservatisme économique est, dans maints cas, très sain, puisqu'il exprime tout aussi souvent une paresse d'esprit du corps académique que le sentiment de ses responsabilités scientifiques.

En revenant maintenant au point de départ de cette discussion, nous comprenons mieux pourquoi une époque comme la nôtre, que l'économie et ses lois impatientent et qui désire intervenir brutalement dans la vie économique afin de la soumettre à l'autorité de l'Etat, voudrait créer une nouvelle science économique. Ce sont là les motifs qui font remonter à l'époque préscientifique du mercantilisme. Le courant collectiviste dans la politique économique actuelle s'oppose aussi à l'économie politique, parce que cette dernière est suspecte de tendre à l'individualisme. Nous en arrivons ainsi à poser la question suivante :

L'économie politique est-elle individualiste sous une forme quelconque et mérite-t-elle d'être condamnée parce que hostile à la communauté ?

Nous touchons là à un domaine dans lequel des esprits obscurs ont semé une confusion difficile à dissiper en peu de mots. Commençons donc par constater simplement que, de tout temps, l'individualisme *moral* fut loin de préoccuper les économistes. Nous avons déjà parlé de la profondeur de l'éthique humaine qui a inspiré les économistes « libéraux » et notamment les physiocrates en France et l'école classique en Angleterre. S'ils se sont trompés dans les mesures de politique économique qu'ils ont recommandées, on ne peut douter cependant que leur but suprême fut d'atteindre le bien-être général et de lutter contre l'égoïsme particulier de certains groupes. Les économistes libéraux, par exemple, partisans du libre échange, luttaient précisément contre l'identification naïve ou cynique des intérêts privés avec l'intérêt général. Dans cet ordre d'idées, on ne peut reprocher à ces hommes, luttant contre l'exploitation de la communauté par les monopoles, de glorifier l'égoïsme. Si la cause devait en être actuellement entendue, il serait toutefois difficile de prouver que l'économie politique repose aujourd'hui sur l'individualisme. La preuve en serait d'autant plus difficile à fournir qu'il s'agit ici d'une notion philosophique qui, loin d'être simple, ne se laisse pas saisir aussi facilement que le pensent certains représentants de la philosophie sociale du collectivisme. Si l'on comprend par individualisme philosophique et social une conception mécanique ou atomique de la société suivant laquelle celle-ci ne serait qu'un conglomérat d'individus, il est alors inconcevable d'attribuer une conception semblable à une science qui, par sa nature même, cherche à comprendre les lois et les enchaînements superindividuels de l'économie collective et à mettre en lumière que cette dernière ne peut être comprise du simple point de vue de l'économie privée. C'est une loi élémentaire que l'économie politique ne peut avoir recours, à cet effet, au langage confus de la poésie, mais qu'elle doit procéder suivant la méthode rationaliste. On ne peut pas non plus, pour varier les reproches, accuser l'économie politique d'attribuer trop d'importance à l'individu par rapport aux groupes corporatifs considérés comme membres de la société, car l'économie politique traite avant tout de ce qui existe et non pas de ce qui devrait exister. Il est donc indispensable de consulter l'économie politique pour analyser les problèmes que soulève toute discussion sur l'organisation d'une économie corporative. L'économie politique est

particulièrement propre à accomplir cette tâche en raison même du développement de la théorie des monopoles. Il en est de même lorsqu'il s'agit de l'organisation d'une économie planifiée ou socialiste. Tous ceux qui, dans leurs propositions, ont en vue le développement du bien-être général ne pourront assumer la responsabilité de négliger les données fournies par l'économie politique sur tout ce qui est en jeu.

Au risque de nous égarer dans le labyrinthe de la philosophie, nous pouvons considérer l'individualisme socialo-philosophique comme une conception selon laquelle, de toutes les entités sociales, seul l'individu est doué de discernement et de volonté. Ainsi, l'Etat ou la société ne sont plus une fin en soi, parce que, comme l'a dit fort justement le philosophe et homme d'état espagnol, Salvador de Madariaga, « il n'y a rien en dehors de l'homme qui puisse avoir la volonté d'être une fin en soi ». Quoique l'individu ne puisse se concevoir en dehors de la communauté et qu'il soit responsable du bon fonctionnement de cette dernière, cette conception ne veut pas admettre que l'individu puisse jamais être considéré comme moyen, puisqu'il est la mesure de toutes choses. Cette conception défend le titre juridique que possède incontestablement la personnalité « d'être seule à pouvoir faire valoir ce droit. Tous les autres candidats énumérés, y compris l'Etat et les valeurs, sont des créations de l'homme »[1]. Il est certain que beaucoup d'économistes inclinent vers cette conception, en apparence difficilement attaquable, mais qui n'est en fait que l'expression de leur opinion personnelle et ne prend de l'importance que s'ils sortent de leur neutralité économique. Il est vrai que cette opinion, toute personnelle qu'elle soit, est extrêmement honorable et a séduit les esprits les plus subtils et les plus profonds de tous les temps.

Reste finalement l'individualisme *méthodologique* vers lequel l'économie politique penche en toute innocence et qu'elle doit reconnaître sans rougir. Dans cette tendance, l'économie politique ne peut faire autrement que de supposer comme donnés le comportement des individus, leurs besoins, leurs appréciations, leurs demandes, leur détermination d'épargner ou de consommer, d'accroître ou de diminuer la production, leur procréation plus ou

[1] Salvador de MADARIAGA : *Anarchie oder Hierarchie ?* Berne, 1936, p. 50.

moins grande. L'économie politique ne peut juger non plus s'il est nocif de fumer, si les individus devraient aller moins souvent au cinéma et jouer davantage au tennis ou si l'augmentation des heures de loisirs ne serait pas préférable à un accroissement du revenu. Nous avons tous des opinions arrêtées sur ces questions, mais ce n'est pas à l'économiste à porter un jugement de valeur sur elles. Notre méthode doit être individualiste, en ce sens que tout essai d'analyse des enchaînements économiques qui ne choisit pas comme point de départ le comportement des individus et leur rôle dans le processus économique, aboutit à un mysticisme riche en images mais qui déforme tout. La monnaie, par exemple, ne roule pas par elle-même, mais elle est reçue et dépensée par des individus ; le marché n'est pas une divinité mystique, mais bien l'ensemble des individus qui offrent et demandent des marchandises ; le capitalisme ne peut vouloir ceci ou cela, mais seuls les individus d'un monde donné qui vivent dans un système économique et juridique déterminés. Ce ne sont ni l'Allemagne, ni l'Angleterre qui se font concurrence, mais des individus avec des passeports et des domiciles différents ; un pays ne peut vivre au-dessus de ses moyens, mais seulement l'ensemble de ses habitants, de même que sa balance des paiements ne peut être autre chose que le montant global des balances de paiements individuelles.

Nous arrivons ainsi au terme de notre effort tendant à prévenir les critiques les plus importantes qu'un lecteur, sous l'influence des événements actuels, pourrait probablement adresser à l'économie politique. Nous espérons vivement qu'il aura compris que ces objections reposent sur un malentendu ou bien qu'elles ont été déjà dépassées par l'évolution de notre science. En ce qui concerne ses bases, ses buts et ses méthodes, l'économie politique, en effet, n'a rien appris de la crise mondiale qu'elle ne connaissait déjà. Nous ne voulons pas prétendre cependant que la crise mondiale n'ait pas influencé la théorie dans sa substance même. Voilà le problème qui fait actuellement l'objet du débat, débat qui voile une question bien plus importante nous conduisant sur un plan plus large et plus élevé. Cette question peut être énoncée comme suit : les moyens d'investigation de l'économie politique, — si importants et si indispensables qu'ils soient, — pour autant qu'ils puissent être défendus contre des malentendus — sont-ils encore suffisants

pour expliquer les aspects de la crise de notre temps et nous montrer la voie qui nous permettra d'en sortir? Nous ne le pensons pas[1].

Wilhelm RÖPKE,
professeur à l'Institut universitaire des hautes études internationales

---

[1] Depuis longtemps déjà, mes amis et moi sommes arrivés à la conclusion qu'il fallait répondre négativement à cette question pour les raisons que j'ai développées longuement ailleurs[1]) et dont j'ai tiré les conséquences dans mes dernières publications[2]).

[1]) Voir la préface de mon livre *Explication économique du monde moderne* (Paris, 1940) et ma leçon inaugurale faite à Genève : *Les problèmes économiques internationaux d'un monde en transformation* (« La Crise mondiale », collection d'études publiée à l'occasion du dixième anniversaire de l'Institut universitaire des hautes études internationales, Zurich, 1938). Mes idées concordent tout à fait avec le courant moderne qui se manifeste dans les sciences sociales et qui se reflète dans les publications méthodologiques ci-après : Walter EUKEN : *Die Grundlagen der Nationalökonomie*, 3e édition, Jena, 1943 ; E.-F.-M. DURBIN : *Methods of Research, A Plea for Cooperation in the Social Sciences*, « Economie Journal », juin 1938 ; Adolf LOWE : *Economics and Sociology*, Londres 1935 ; J. AKERMANN : *Das Problem der sozialökonomischen Synthese*, Lund 1938 ; Alexandre RUSTOW : *Zu den Grundlagen der Wirtschaftswissenschaft*, « Revue de la Faculté des sciences économiques de l'Université d'Istanboul » janvier 1941. Ce courant prend sa source dans une tendance scientifique plus générale sur laquelle on trouvera des renseignements dans les ouvrages suivants : A.-N. WHITEHEAD : *Science and the Modern World*, New-York, 1926 ; Ortega y GASSET : *El Tema de nuestro tiempo*, Madrid, 1923.

[2]) *International Economic Disintegration*, Londres, 1942 ; *Die Gesellschaftskrisis der Gegenwart*, 4e édition, Erlenbach-Zurich, 1943.
(L'édition française paraîtra prochainement sous le titre *La crise de notre temps*, dans les éditions de la Baconnière, Neuchâtel.) *Civitas Humana*, Erlenbach-Zurich, 1944.